



Compte rendu sommaire du Comité syndical Autolib' et Velib' Métropole

Séance du 13 décembre 2021 – à distance

Le treize décembre deux mille vingt et un, à 09h30, le Comité syndical, dûment convoqué le six septembre deux mille vingt et un, s'est réuni à distance via Microsoft Teams, sous la présidence de Monsieur Sylvain Raifaud.

Nombre de délégués en exercice : 106

Nombre de délégués présents ou représentés : 55 (dont 9 pouvoirs)

Étaient présents :

Titulaires (39) :

Frédéric Sitbon (Asnieres-sur-Seine), Zakia Bouzidi (Aubervilliers), Bruno Tuder (Bagneux), Vincent Mezure (Bougival), Cédric Nicolas (Bourg-la-Reine), Yann Viguie (Champigny-sur-Marne), Marie-Hélène Magne (Charenton-le-Pont), Serge Kehyayan (Clamart), Leopold Michallet (Colombes), Sylvie Simon-Deck (Créteil), Sophie Merchat (Enghien-les-Bains), Mohamed Houcini (Fontenay-Aux-Roses), Christophe Bernier (Gennevilliers), Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes), Marc Frot (Le Plessis-Tréville), Christophe Paquis (Les Lilas), Farid Hemidi (Malakoff), Eric Schindler (Neuilly-sur-Seine), Florent Lacaille-Albige (Noisy-le-Sec), Sylvain Raifaud (Paris), François Vauglin (Paris), Jean-Marie Ballet (Puteaux), Capucine du Sartel (Saint-Cloud), Christophe Piercy (Saint-Denis), Philippe Cipriano (Saint-Maur-des-Fossés), Michel Budakci (Saint-Maurice), Tiffany Culang (Saint-Mandé), Sabrina Decanton (Saint-Ouen), Patrice Pattée (Sceaux), Jean-Paul Mordefroid (Verrières-le-Buisson), Robin Louvigné (Vincennes), Abdallah Benbetka (Vitry-sur-Seine), Patricia Vavassori (Grand Paris Grand Est), David Daoulas (Grand Paris Seine Ouest), Florence de Pampelonne (Grand Paris Seine Ouest), Pascal Flamant (Grand Paris Seine Ouest), Bertrand-Pierre Galey (Grand Paris Seine Ouest), Alain Mathioudakis (Grand Paris Seine Ouest), Alix Bougeret (Région Ile-de-France) ;

Suppléants avec voix délibératives (7) :

Françoise Carteau (Gentilly), Maryse Dorra (Ivry-sur-Seine), Marc Elfassy (Romainville), Christine Vlavianos (Grand Paris Seine Ouest), Tiphaine Bonnier (Grand Paris Seine Ouest), Patrick de la Marque (Grand Paris Seine Ouest), Jean-Pierre Barnaud (Métropole du Grand Paris) ;

Excusés ayant donné pouvoir (9) :

Stephanka Toussaint (Bois-Colombes) à Patrice Pattée, Samuel Besnard (Cachan) à Christophe Bernier, Marc Feugere (Chatenay-Malabry) à Jean-Paul Mordefroid, Jean-Luc Millard (Drancy) à Bruno Tuder, Sophie Deschiens (Levallois-Perret) à Geneviève Gaillabaud, Marie-France Parrain (Maisons-Alfort) à Marie-Hélène Magne, Olivier Stern (Montreuil) à Christophe Piercy,

Frédéric Sgard (Rueil-Malmaison) à Frédéric Sitbon, Christophe Najdovski (Métropole du Grand Paris) à François Vauglin.

Suppléant sans voix délibérative :

Thierry Michel Isoard (Asnières-sur-Seine) ;

Assistaient également à la séance : Yannick Cabaret, Directeur général, Fabienne Puig, Directrice de l'Administration Générale et des RH, Marthe Ozbolt, Directrice de la communication et du marketing, Hugues Celier, Directeur Technique, Florent Texier, Directeur des finances, Malik Salemkour, Directeur juridique et de la commande publique, Pierre Rapeau, Référent des instances et de l'administration générale.

Ordre du jour :

1. Approbation du Procès-Verbal du 23 septembre 2021 ;
2. Délibérations :
 - Modification des modalités d'exercice du temps de travail et règlement des congés et des autorisations d'absence ;
 - Modification de la charte relative aux modalités d'exercice du télétravail ;
 - Modalités d'exercice du travail à temps partiel ;
 - Rapport de suivi des recommandations de la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France de 2020 ;
 - Montant des contributions 2022 au SMAVM ;
 - Autorisation donnée au Président pour la création d'une Régie d'avance ;
 - Rendu Compte des décisions prises par le Président dans le cadre de la délégation de compétence.
3. Points Divers
 - Informations à date du service public Velib'.

Le Président a ouvert la séance à 10 heures 10 et a constaté que la condition de quorum était remplie.

M. Patrice Pattée est désigné secrétaire de séance.

1. Approbation du procès-verbal du 23 septembre 2021

Le Président soumet à l'approbation des membres le procès-verbal du Comité syndical du 23 septembre 2021.

Le procès-verbal du Comité Syndical du 23 septembre 2021 **est approuvé à l'unanimité.**

2. Délibérations :

- Modification des modalités d'exercice du temps de travail et règlement des congés et des autorisations d'absence (2021 26)

La loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique a organisé la suppression des régimes dérogatoires aux 35 heures maintenus dans certains établissements et collectivités territoriaux et un retour obligatoire aux 1607 heures.

Les horaires de travail sont définis à l'intérieur du cycle, qui peut varier entre le cycle hebdomadaire et le cycle annuel.

Le décompte du temps de travail effectif s'effectue sur l'année, la durée annuelle de travail ne pouvant excéder 1607 heures, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être accomplies.

Ce principe d'annualisation garantit une égalité de traitement en ce qui concerne le temps de travail global sur 12 mois, tout en permettant des modes d'organisation de ce temps différents selon la spécificité des missions exercées.

Les collectivités peuvent définir librement les modalités concrètes d'accomplissement du temps de travail dès lors que la durée annuelle de travail et les prescriptions minimales suivantes prévues par la réglementation sont respectées :

- La durée annuelle légale de travail pour un agent travaillant à temps complet est fixée à 1607 heures (soit 35 heures hebdomadaires) calculée de la façon suivante :

Nombre total de jours sur l'année	365
Repos hebdomadaires : 2 jours x 52 semaines	- 104
Congés annuels : 5 fois les obligations hebdomadaires de travail	- 25
Jours fériés	- 8
Nombre de jours travaillés	= 228
Nombre de jours travaillées = Nb de jours x 7 heures	1596 h arrondi à 1 600 h
+ Journée de solidarité	+ 7 h
Total en heures :	1 607 heures

- La durée quotidienne de travail d'un agent ne peut excéder 10 heures ;

- Aucun temps de travail ne peut atteindre 6 heures consécutives de travail sans que les agents ne bénéficient d'une pause dont la durée doit être au minimum de 20 minutes ;
- L'amplitude de la journée de travail ne peut dépasser 12 heures ;
- Les agents doivent bénéficier d'un repos journalier de 11 heures au minimum ;
- Le temps de travail hebdomadaire, heures supplémentaires comprises, ne peut dépasser 48 heures par semaine, ni 44 heures en moyenne sur une période de 12 semaines consécutives ;
- Les agents doivent disposer d'un repos hebdomadaire d'une durée au moins égale à 35 heures et comprenant en principe le dimanche.

La diversité des cycles de travail permet une plus grande souplesse et flexibilité organisationnelle et une meilleure articulation vie professionnelle/vie privée pour les agents.

Le cycle ainsi que le temps de travail hebdomadaire souhaités par l'agent doivent être validés par le supérieur hiérarchique après examen, notamment, de la compatibilité avec les nécessités de service. Le cycle ainsi que le temps de travail hebdomadaire sont valables un an, renouvelable par tacite reconduction.

En fonction de la durée hebdomadaire retenue, dès lors qu'elle dépasse 35 heures, il en résultera, afin de respecter le seuil annuel d'heures de travail, une ou plusieurs journées de RTT.

Le cycle en alternance entre 4, 4,5 et 5 jours est en adéquation avec la politique égalité femme/homme et pour garantir une meilleure qualité de vie au travail quand le choix le permet.

La définition, la durée et l'aménagement du temps de travail des agents territoriaux sont fixés par l'organe délibérant, après avis du comité technique. Par ailleurs, le travail est organisé selon des périodes de référence appelées cycles de travail.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique (article 47) ;

Vu le décret n°87-602 du 30 juillet 1987 modifié pris pour l'application de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif à l'organisation des comités médicaux, aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux ;

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Vu les délibérations n° 2014 25 et 2017 110 relatives au temps de travail et au règlement des congés et des autorisations d'absence des agents du Syndicat ;

Vu la saisine du comité technique ;

Considérant que la diversité des cycles de travail permet tout en respectant les 1607 heures une plus grande souplesse et flexibilité organisationnelle et une meilleure articulation vie professionnelle/vie privée pour les agents ;

Le Comité syndical après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Article 1^{er} – DECIDE d'ouvrir au personnel du Syndicat, la possibilité d'effectuer, sous réserve des nécessités de service et de l'accord de la hiérarchie, le temps de travail hebdomadaire et journalier selon les cycles suivants :

Cycle de travail de 5 jours hebdomadaire

Temps de travail hebdomadaire	Nombre d'heures par jours	Nombre d'RTT générés	Congés annuels
35,15	7h03	1	25
36,30	7h18	9	25
37,30	7h30	15	25
38,20	7h40	20	25

Cycle de travail de 4,5 ou 4 jours hebdomadaire

Les fonctions comportant des interventions régulières dans l'espace public (notamment les fonctions de contrôle des prestations du service Velib' Métropole sur les stations et sur les vélos) ne sont pas éligibles à ces cycles de 4,5 ou 4 jours hebdomadaires. Toutes les autres fonctions exercées au Syndicat y sont éligibles sous réserve des nécessités du service et de l'accord de la hiérarchie.

Temps de travail hebdomadaire	Nombre d'heures par jour et par cycle de travail		Nombre d'RTT générés		Congés annuels	
	4 Jours	4,5 Jours	4 Jours	4,5 Jours	4 Jours	4,5 Jours
35,15	8h48	7h48	1	1	20	22,5
36,30	9h07	8h06	7	8		
37,30	9h22	8h20	12	13,5		
38,20	9h35	8h31	16	18		

Les agents bénéficiant :

- d'un temps partiel
- d'un mi-temps thérapeutique

sont soumis à une durée hebdomadaire de travail proratisé en fonction de la quotité du temps de travail.

Les agents contractuels recrutés pour assurer le remplacement de titulaires momentanément indisponibles, pour exercer des fonctions correspondant à un besoin saisonnier ou pour faire face à un besoin occasionnel, les stagiaires en formation, sont soumis à une durée hebdomadaire de travail effectif déterminée par le supérieur hiérarchique.

Article 2 - DECIDE que l'amplitude d'ouverture du Syndicat Autolib' et Velib' Métropole est du lundi au vendredi de 8 heures à 19 heures.

Article 3 - DECIDE que la pause méridienne n'est pas comprise dans le temps de travail effectif et sa durée est de 45 minutes minimum.

Article 4 - DIT que la durée quotidienne de travail effectif ne peut excéder 10 heures ; que l'amplitude maximale d'une journée de travail ne doit pas dépasser 12 heures ; que la durée maximale de travail effectif, heures supplémentaires comprises, est de 48 heures au cours d'une même semaine ou de 44 heures en moyenne sur une période de 12 semaines consécutives.

Est considéré comme du travail de nuit, la période de travail comprise entre 22 h et 7 h.

Article 5 - APPROUVE le règlement des congés et des autorisations d'absence des agents (ci-annexé).

Article 6 - DIT que les délibérations antérieures n° 2014 25 et 2017 110 relatives au temps de travail et au règlement des congés et des autorisations d'absence des agents du Syndicat sont abrogées.

- Modification de la charte relative aux modalités d'exercice du télétravail (2021 27)

Le Président rappelle que par délibération 2016 40 du 8 décembre 2016, les membres du Comité syndical ont approuvé la pérennisation du télétravail pour les agents du Syndicat.

Il précise que le télétravail s'est développé dans la fonction publique particulièrement au cours des cinq dernières années, concomitamment au développement des outils numériques et de communication, de leurs impacts sur l'organisation concrète du travail et des services.

L'année 2020 marquée par la crise sanitaire est venue bouleverser ce cadre en imposant pour les agents dont les activités le rendaient possible, la mise en œuvre, de façon généralisée, du télétravail et d'autres forme de travail à distance.

Il indique que dans le cadre des modifications du décret n° 2016 151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique, il est apparu nécessaire de mettre en adéquation ces nouvelles dispositions en modifiant la charte relative au télétravail existante.

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;
Vu la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les

discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique et notamment l'article 133 ;

Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;

Vu le décret n°2021-1123 du 26 août 2021 portant création d'une allocation forfaitaire de télétravail au bénéfice des agents et des magistrats ;

Vu l'arrêté du 26 août 2021 pris pour l'application du décret n°2021-1123 du 26 août 2021 relatif au versement de l'allocation forfaitaire de télétravail au bénéfice des agents publics et des magistrats ;

Vu la délibération 2016 40 du 8 décembre 2016 relative à la pérennisation du télétravail ;

Vu la saisine du Comité Technique placé auprès du Centre Interdépartemental de Gestion ;

Considérant qu'au vu des modifications du décret n°2016-151, il convient d'actualiser la charte relative aux modalités d'exercice du télétravail ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1^{er} : APPROUVE la charte relative aux modalités d'exercice du télétravail ci-annexée.

Article 2 : APPROUVE le versement de l'allocation forfaitaire de télétravail tel que défini dans la charte annexée.

Article 3 : DIT que la charte du 8 décembre 2016 est remplacée par la présente charte ci-annexée.

Article 4 : DIT que les crédits correspondants sont inscrits au budget, chapitre 012.

- Modalités d'exercice du travail à temps partiel (2021 28)

Le Président rappelle que les agents du Syndicat conformément aux dispositions réglementaires peuvent demander à exercer leurs fonctions à temps partiel. Il indique que le temps partiel constitue une possibilité d'aménagement du temps de travail.

Il indique que selon les cas, le temps partiel est accordé de droit, sur autorisation et sous réserve des nécessités de service.

Le temps partiel accordé de droit

Le temps partiel de droit est accordé, sur demande, aux fonctionnaires titulaires et stagiaires, à temps complet ou à temps non-complet pour les motifs suivants :

- A l'occasion d'une naissance, jusqu'aux trois ans de l'enfant, ou de chaque adoption, jusqu'à l'expiration d'un délai de trois ans suivant l'arrivée au foyer de l'enfant ; ce temps partiel peut être annualisé si l'assemblée délibérante le décide ;
- Pour donner des soins au conjoint, à un enfant à charge ou à un ascendant, atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne, ou victime d'une maladie ou d'un accident grave ;
- En cas de handicap ou d'invalidité, après avis du médecin de prévention.

Le temps partiel de droit est également accordé, sur demande, aux agents contractuels de droit public dans les mêmes conditions que les fonctionnaires, à la condition toutefois qu'ils soient employés depuis au moins un an à temps complet ou en équivalent temps plein pour pouvoir bénéficier d'un temps partiel de droit pour naissance ou adoption.

Les travailleurs handicapés recrutés en qualité d'agents contractuels bénéficient du temps partiel dans les mêmes conditions que les fonctionnaires stagiaires, c'est-à-dire sans condition d'ancienneté de service.

Le temps partiel sur autorisation

Le temps partiel sur autorisation peut être accordé, sur demande pour des raisons personnelles ou pour la création ou reprise d'entreprise, sous réserve des nécessités du service :

- Aux fonctionnaires titulaires et stagiaires à temps complet, en activité ou en détachement ;
- Aux agents contractuels de droit public à temps complet, en activité, employés depuis plus d'un an de façon continue.

En cas de refus de bénéfice du temps partiel ou en cas de litige relatif à l'exercice du travail à temps partiel, celui-ci doit être motivé et un entretien devra avoir lieu avec l'agent demandeur et le supérieur hiérarchique.

Si aucun accord n'est trouvé, la Commission Administrative Paritaire (pour les fonctionnaires) ou la Commission Consultative paritaire (pour les agents contractuels) peut être saisie à la demande de l'agent.

Le temps partiel annualisé de droit

Le temps partiel annualisé de droit peut être accordé aux agents fonctionnaires ou contractuels de droit public à temps complet et à temps non complet pour les quotités de 60 %, 70 %, 80 % ou 100 % du temps plein.

Il s'agit pour l'agent de bénéficier d'une période d'absence supplémentaire sans pour autant voir sa rémunération suspendue.

Il est accordé de plein droit, à la demande de l'agent, à l'issue de son congé de maternité, d'adoption ou de paternité et d'accueil de l'enfant.

Le temps partiel annualisé n'est pas reconductible et correspond à un cycle de douze mois. Il commence obligatoirement par une période non travaillée, qui ne peut être fractionnée et qui ne peut excéder deux mois.

Le dispositif s'applique aux demandes présentées jusqu'au 30 juin 2022.

Organisation du travail

Le temps de travail à temps partiel de droit ou sur autorisation peut être organisé de façon quotidienne, hebdomadaire, mensuelle ou annuelle, en concertation avec l'agent.

Quotités

Le temps partiel de droit est accordé en fonction de la demande de l'agent pour une quotité de 50%, 60%, 70% ou 80% de la durée hebdomadaire des agents exerçant les mêmes fonctions à temps plein. La réglementation exclut la quotité de 90% pour le temps partiel de droit.

Le temps partiel sur autorisation est accordé pour des quotités allant de 50% à 99%.

Le temps partiel annualisé de droit commence par une période non travaillée, qui ne peut être fractionnée et qui ne peut excéder deux mois. Le temps restant à travailler est aménagé sur le reste du cycle, selon une quotité de service de 60 %, 70 %, 80 % ou 100 %, afin que l'agent assure l'intégralité de sa quotité de service à temps partiel annualisé.

Demande de l'agent et durée d'autorisation

Les demandes de temps partiel sur autorisation devront être formulées dans un délai de 2 mois avant le début de la période souhaitée. Les demandes de temps partiel de droit ne seront soumises à aucun délai de préavis.

La durée de l'autorisation est fixée par arrêté, entre 6 mois et 1 an, renouvelable tacitement pour une durée identique dans la limite de 3 ans. Au-delà des 3 ans, le renouvellement de la décision doit faire l'objet d'une demande et d'une décision expresse.

La durée d'autorisation pour le temps partiel pour création ou reprise d'entreprise est de 3 ans, renouvelable pour une durée maximale d'un an.

Réintégration ou modification en cours de période

La réintégration à temps plein ou la modification des conditions d'exercice du temps partiel peut intervenir en cours de période, sur demande de l'agent présentée au moins 2 mois avant la date souhaitée.

La réintégration à temps plein peut intervenir sans délai en cas de motif grave, tel qu'une diminution substantielle de revenus ou un changement de situation familiale (divorce, décès...).

Suspension du temps partiel

L'agent placé en congé maternité, de paternité ou d'adoption durant une période de travail à temps partiel, voit son temps partiel suspendu, quel que soit le motif du temps partiel. L'agent est réintégré momentanément dans les droits des agents à temps plein.

Réintégration au terme du temps partiel

L'agent public titulaire/stagiaire est réintégré de plein droit au terme du temps partiel, dans un emploi correspondant à son grade.

L'agent public contractuel retrouve son emploi à temps plein ou à défaut, un emploi analogue.

Congés – RTT - Rémunération

L'agent percevra pendant toute la durée de l'exercice à temps partiel, une fraction de ses droits à congés, RTT et de son traitement égale à la quotité de temps de travail en fonction, le cas échéant, de l'évolution des textes réglementaires en vigueur.

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 60 ;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1998 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale, notamment son article 21 ;

Vu le décret n°2003-1306 du 26 décembre 2003 relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales ;

Vu le décret n°2004-777 du 29 juillet 2004 relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°2020-467 relatif aux conditions d'aménagement d'un temps partiel annualisé pour les agents publics à l'occasion de la naissance ou de l'accueil d'un enfant ;

Vu la saisine du Comité Technique placé auprès du Centre Interdépartemental de Gestion ;

Considérant qu'il appartient à l'organe délibérant de définir les modalités d'exercice du travail à temps partiel ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DECIDE que l'exercice du travail à temps partiel de droit, avec autorisation sous réserve des nécessités de service ou annualisé de droit s'effectuera selon les modalités suivantes :

1 - Organisation du travail

Le temps de travail à temps partiel de droit ou sur autorisation peut être organisé de façon quotidienne, hebdomadaire, mensuelle ou annuelle, en concertation avec l'agent.

2 - Quotités

Le temps partiel de droit est accordé en fonction de la demande de l'agent pour une quotité de 50%, 60%, 70% ou 80% de la durée hebdomadaire des agents exerçant les mêmes fonctions à temps plein. La réglementation exclut la quotité de 90% pour le temps partiel de droit.

Le temps partiel sur autorisation est accordé pour des quotités allant de 50% à 99%.

Le temps partiel annualisé de droit commence par une période non travaillée, qui ne peut être fractionnée et qui ne peut excéder deux mois. Le temps restant à travailler est aménagé sur le reste du cycle, selon une quotité de service de 60 %, 70 %, 80 % ou 100 %, afin que l'agent assure l'intégralité de sa quotité de service à temps partiel annualisé.

3 - Demande de l'agent et durée de l'autorisation

Les demandes de temps partiel sur autorisation devront être formulées dans un délai de 2 mois avant le début de la période souhaitée. Les demandes de temps partiel de droit ne seront soumises à aucun délai de préavis.

La durée de l'autorisation est fixée par arrêté, entre 6 mois et 1 an, renouvelable tacitement pour une durée identique dans la limite de 3 ans. Au-delà des 3 ans, le renouvellement de la décision doit faire l'objet d'une demande et d'une décision expresse.

La durée d'autorisation pour le temps partiel pour création ou reprise d'entreprise est de 3 ans, renouvelable pour une durée maximale d'un an.

En cas de refus de bénéfice d'un temps partiel ou en cas de litige relatif à l'exercice du travail à temps partiel, la Commission Administrative Paritaire (pour les fonctionnaires) ou la

Commission Consultative Paritaire (pour les agents contractuels) peut être saisie à la demande de l'agent.

4 - Réintégration ou modification en cours de période

La réintégration à temps plein ou la modification des conditions d'exercice du temps partiel peut intervenir en cours de période, sur demande de l'agent présentée au moins 2 mois avant la date souhaitée.

La réintégration à temps plein peut intervenir sans délai en cas de motif grave, tel qu'une diminution substantielle de revenus ou un changement de situation familiale (divorce, décès...).

5 - Suspension du temps partiel

L'agent placé en congé maternité, de paternité ou d'adoption durant une période de travail à temps partiel, voit son temps partiel suspendu, quel que soit le motif du temps partiel. L'agent est réintégré momentanément dans les droits des agents à temps plein.

6 - Réintégration au terme du temps partiel

Le fonctionnaire titulaire ou stagiaire est réintégré de plein droit au terme du temps partiel, dans un emploi correspondant à son grade.

L'agent public contractuel retrouve son emploi à temps plein ou à défaut, un emploi analogue.

7 - Congés - RTT - Rémunération

L'agent percevra pendant toute la durée de l'exercice à temps partiel, une fraction de ses droits à congés, RTT et de son traitement égale à la quotité de temps de travail.

- Rapport de suivi des recommandations de la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France de 2020 (2021 29)

- Demande d'amendement à la délibération 2021-29

Il est demandé d'ajouter à la délibération un alinéa ainsi rédigé :

Demande au Président de tenir compte de la première recommandation de la CRC :

« **Recommandation n°1 : Préparer le transfert du service Vélib à Ile de France mobilités, autorité organisatrice des transports, seule compétente en la matière en application des textes.** » et de prendre l'attache de la Présidente de la Région Ile de France et d'Ile de France Mobilités en vue de mettre en œuvre cette recommandation.

Le Comité syndical vote contre l'amendement à la délibération 2021-29.

Conformément aux articles L. 243-5 et L.243-6 du code des juridictions financières, le Comité syndical du 19 octobre 2020 a débattu du rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes (CRC) Ile-de-France concernant l'examen des comptes et la gestion des exercices 2011 et suivants du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole transmis le 05 août 2020.

L'article L 243-9 du code des juridictions financières prévoit que dans un délai d'un an à compter de cette présentation, le Président du SAVM présente dans un rapport devant cette même assemblée, les actions entreprises à la suite des observations faites.

Ce rapport sera communiqué à la chambre régionale des comptes, qui fait une synthèse annuelle des rapports qui lui sont communiqués, transmise à la Cour des comptes en vue de son rapport public annuel.

Aussi, vous trouverez en annexe le projet de rapport de suivi des recommandations faites en 2020.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts du Syndicat,

Vu la délibération 2020-25 du 19 octobre 2020 portant communication du rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes (CRC) d'Ile-de-France concernant l'examen des comptes et la gestion des exercices 2011 et suivants du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole

Vu l'article L 243-9 du code des juridictions financières,

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

PREND ACTE du rapport de suivi des recommandations de la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France concernant l'examen des comptes et la gestion des exercices 2011 et suivants du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole, tel que présenté à l'annexe jointe à la présente délibération ;

AUTORISE le Président à transmettre le présent rapport de suivi à la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France.

- Montant des contributions 2022 au SMAVM (2021 30)

S'agissant du budget principal, le Syndicat a résilié depuis le 25 juin 2018 la délégation de service public qu'il avait avec la société Autolib'.

Afin de couvrir les dépenses récurrentes (remboursement d'emprunt, charges de fonctionnement du Syndicat) et les provisions, il est proposé aux membres du Syndicat, une contribution en 2022 d'un montant de 5 230 € par station (1 630 € pour le fonctionnement et 3 600 € pour les provisions) et similaire à la contribution 2021.

Ce montant sera constaté en recettes du budget de fonctionnement du budget Autolib' 2022.

S'agissant du budget annexe Velib', les montants des contributions 2022 obligatoires sont arrêtés selon les modalités suivantes :

- Pour la Ville de Paris : 20 000 € par station soit 1 200 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 18 800 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;
- Pour les collectivités hors Paris : 10 000 € par station soit 1 200 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 8 800 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.

Ces montants pourront être ajustés en fonction des recettes usagers encaissées par le Syndicat. Le cas échéant, le reliquat à financer sera réparti entre les collectivités au prorata du nombre de stations implantées sur leur territoire.

- Pour la Métropole du Grand Paris (MGP) : 100 000 € au titre de la contribution au titre des dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' ;
- Pour les stations commandées et implantées sur le territoire de la Métropole hors Paris, avant le 1^{er} janvier 2020 : la participation est de 10 000 euros par an par station ;
- Pour les stations commandées et implantées sur le territoire de la Métropole hors Paris, après le 1^{er} janvier 2020, dans la limite de 100 stations : la participation est de 10 000 euros par an, en moyenne sur la durée restante du marché, par station, avec 55 000 euros l'année de la commande des stations par le Syndicat au titulaire du marché.

Ces montants seront constatés en recettes du budget de fonctionnement du budget annexe de la régie Velib' 2022.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole et notamment les articles 8-2, 8-3 et 14 ;

Vu l'avis du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : DECIDE que le montant de la contribution 2022 pour l'exercice de la compétence Autolib' est fixé comme suit :

Pour l'ensemble des membres adhérents à la compétence : 5 230 € par station arrêtée au 25 juin 2018 au titre de la contribution au budget principal du Syndicat :

- 1 630 € pour le fonctionnement du Syndicat ;
- 3 600 € pour la couverture des provisions.

Ce montant sera constaté en recettes du budget de fonctionnement du budget Autolib' 2022.

Article 2 : DECIDE que les montants des contributions 2022 pour l'exercice de la compétence Velib' sont arrêtés selon les modalités suivantes :

- Pour la Ville de Paris : 20 000 € par station soit 1 200 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 18 800 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;
- Pour les collectivités hors Paris : 10 000 € par station soit 1 200 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 8 800 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;
- Pour la Métropole du Grand Paris (MGP) : 100 000 € au titre de la contribution au titre des dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib'. Pour les stations commandées et implantées sur le territoire de la Métropole hors Paris, avant le 1^{er} janvier 2020 : la participation est de 10 000 euros par an par station. Pour les stations commandées et implantées sur le territoire de la Métropole hors Paris, après le 1^{er} janvier 2020, dans la limite de 100 stations : la participation est de 10 000 euros par an, en moyenne sur la durée restante du marché, par station, avec 55 000 euros l'année de la commande des stations par le Syndicat au titulaire du marché.

Ces montants seront constatés en recettes du budget de fonctionnement du budget annexe de la régie Velib' 2022.

Ces montants pourront être ajustés en fonction des recettes usagers encaissées par le Syndicat. Le cas échéant, le reliquat à financer sera réparti entre les collectivités au prorata du nombre de stations implantées sur leur territoire.

Article 3 : DIT que les recettes seront constatées sur les budgets correspondants.

- Autorisation donnée au Président pour la création d'une Régie d'avance (2021 31)

L'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales permet au Comité syndical de déléguer une partie de ses attributions au Président et au Bureau à l'exception :

- du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
- de l'approbation du compte administratif ;
- des dispositions à caractère budgétaire prises à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L 1612-15 ;
- des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du syndicat ;
- de l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
- de la délégation de la gestion d'un service public.

Ces dernières années, les collectivités territoriales et les établissements publics sont mis en difficulté par l'évolution des modes d'achats (internet) et de paiement (carte bancaire). Ces évolutions nous obligent à nous adapter pour assurer le bon fonctionnement du Syndicat et notamment la pérennisation de l'application mobile Velib' qui ne peut être achetée que sur l'App Store d'Apple avec obligation de paiement en carte bancaire. La création d'une Régie d'avance répond parfaitement à cette difficulté.

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président rend compte des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et plus particulièrement l'article L 5211-10 ;
Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, portant création du Syndicat Mixte Autolib' Métropole ;

Vu les statuts du Syndicat mixte et ceux de la régie autonome Velib' ;

Vu la délibération 2020 16 du 2 octobre 2020 relative à la délégation de compétence au Président ;

Considérant qu'il appartient à l'assemblée délibérante de déléguer au Président une partie de ses attributions, à l'exception de celles qui lui sont expressément réservées par la loi, par les statuts du Syndicat mixte et par ceux de la régie autonome Velib' ;

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré,

Article unique : DECIDE, afin de répondre aux évolutions des modes d'achats et de paiements et afin d'assurer le bon fonctionnement et faciliter la gestion du Syndicat mixte

(socle commun, compétences Autolib' et Velib'), **D'AUTORISER** le Président à créer, modifier ou supprimer une régie d'avance.

- Rendu Compte des décisions prises par le Président dans le cadre de la délégation de compétence (2021 32)

Par délibération n°2020 16 du 2 octobre 2020, le Comité syndical a donné délégation de compétence au Président conformément aux dispositions de l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

En vertu de la même disposition, le Président doit rendre compte des décisions prises dans le cadre de cette délégation.

Il convient donc de procéder à cette formalité.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-10,

Vu la délibération n°2020 16 du 2 octobre 2020 relative à la délégation de compétence du Comité syndical au Président du Syndicat,

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

PREND ACTE du rendu-compte des décisions prises par le Président jusqu'au 30 novembre 2021, en vertu de la délégation de compétence du Comité syndical au Président, telles que listées à l'annexe jointe à la présente délibération

L'ordre du jour étant épuisé, **le Président** clôt la séance à 11h30.

Le Président

Sylvain Raifaud